

LÉGISLATIVES

Benyounès écarte tout risque de victoire islamiste

Excluant toute éventuelle victoire du camp islamiste aux élections législatives du 10 mai prochain, Amara Benyounès n'a pas manqué d'exprimer son appréhension quant à une forte abstention qui ne fera, selon lui, que «sanctionner les démocrates».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), nouvelle dénomination de l'Union pour la démocratie et la République (UDR), parti qu'a lancé en 2004 l'ancien ministre de la Santé puis des Travaux publics, mais toujours en attente d'agrément, fait de cette donne une de ses principales préoccupations. Il ne rate, pour ce faire, aucune occasion pour en faire part, comme ce fut le cas ce jeudi.

Invité de l'émission hebdomadaire de la Chaîne II de la Radio nationale, Benyounès a réitéré son appel à un vote

massif, seul à même, dira-t-il, «de barrer la route aux islamistes» qui, ajoutera-t-il, «votent qu'il fasse, beau, qu'il neige ou qu'il y ait même un tremblement de terre».

Saluant les mesures prises par le président de la République, le patron du MPA dira que le contrôle de ces législatives, et donc leur régularité, dépend des partis engagés dans cette course.

D'où son appel, qu'il dit ne jamais cesser de ressasser, à une coordination trans-partisane à l'effet de pouvoir contrôler le processus électoral de bout en bout et le plus efficacement

possible, convaincu qu'aucun parti ne peut prétendre accomplir cette mission de surveillance en solo.

Moins optimiste que lors de ses toutes récentes déclarations quand il affirmait être sûr de la victoire de son parti, le premier responsable du MPR s'est ravisé. Se disant étonné des pronostics des uns et des autres, oubliant, au passage, le sien fait la semaine écoulée, Benyounès affirmera que personne ne pourra prédire qui sortira vainqueur au soir du 10 mai prochain.

Seule certitude pour lui, les islamistes n'en seront pas les vainqueurs, affirmant que l'ère de l'«interruption du processus électoral est révolue», sans aucune allusion à qui était destinée cette «précision».

M. K.



Photo : Samir Sid

Amara Benyounès réitère son appel à un vote massif.

Listes communes MSP, Ennahda et El Islah

Trois partis de la mouvance islamiste, le MSP et les mouvements Ennahda et El Islah, sont parvenus à un accord portant sur la présentation de listes communes aux élections législatives du 10 mai prochain.

Fier de cet accord concrétisé au bout de longs conciliabules entre les divers intervenants de cette mouvance, le trio se dit ne pas faire de la figuration à l'occasion de ce rendez-vous électoral que tous les partants décrivent comme décisif et historique.

Le secrétaire général du mouvement El Islah, à qui a été concédée la primeur de faire part de cette alliance, donne 70%, si ce n'est pas plus, comme taux, dira-t-il, hier, lors d'une conférence de presse, que la mouvance islamiste arrachera à l'issue de ces législatives.

Et la présence du MSP ne semble pas donner de soucis aux deux autres membres de ce triumvirat qui reste, précise Akkouchi, ouvert aux autres partis de la mouvance, avec la présence de pas moins de trois ministres dans un gouvernement dont on exige le départ en vue de son remplacement par une équipe de technocrates à même de conférer à ces législatives régularité et transparence, comme réclamé et souhaité par toute la classe politique.

Ceci, quoique, comme le reconnaîtra le secrétaire général d'El Islah, une demande a été faite au MSP de tout faire pour quitter le gouvernement.

Situation paradoxale qui donnera bien du grain à moudre aux autres partis concurrents, notamment ceux de la même mouvance islamiste, le FC de Menasra et le FJD de Djaballah plus particulièrement, eux qui auraient fait du

départ du gouvernement, de Ghoul et ses deux collègues un préalable pour rejoindre cette alliance sainte.

Et ce seront, ainsi, toutes les critiques, acerbes du reste, que Akkouchi a adressées au pouvoir, qui risquent de ne pas prendre au sein d'une opinion publique qui verrait d'un mauvais œil ce paradoxe nommé

MSP. Des réserves, nombreuses qui ne sont pas de nature à tranquilliser le trio qui, selon Akkouchi, peut à tout moment, si les voyants persistent au rouge, récidiver le fameux coup de théâtre des candidats à la présidentielle d'avril 1999 quand Aït-Ahmed et consorts ont annoncé leur retrait de la course la veille du scrutin.

Et ce n'est pas le discours, la veille, du président de la République, qui inverserait la donne et tranquilliser ait

Akkouchi qui dit attendre du premier magistrat du pays, des décrets afin de donner du concret à ses engagements verbaux.

«Pensez-vous que 316 magistrats suffiront à assurer la surveillance de plus de 50 000 bureaux de vote ?», lancera le SG d'El Islah, qui dénoncera, au passage, «l'exploitation de l'extrême détresse des populations, consécutivement aux dernières tempêtes de neige qui ont affecté presque la moitié du pays, à des fins pure-

ment électoralistes à travers», dira-t-il, «la main basse de l'administration sur les opérations de solidarité». «Il faut s'attendre, poursuivra-t-il dans son long réquisitoire contre le pouvoir, à ce que ce dernier, pour se maintenir, distribue, par-ci, par-là, des logements, des crédits et autres avantages.» Mais, avertira-t-il, «jusqu'à quand considérera-t-on le peuple immature et le pays une exception par rapport à tout ce qui se passe chez nos voisins».

M. K.

LES QUALIFIANT DE TOTALEMENT MALHONNÊTES ET MENSONGÈRES

L'ambassadeur de Turquie réagit aux accusations de Seddik Chihab

Ça n'a pas raté. L'accusation de ce que les partis islamistes sont financés par la Turquie et le Qatar, proférée mardi dernier par Seddik Chihab, député, vice-président de l'APN et membre du bureau politique du RND, a fait réagir l'ambassadeur de Turquie à Alger. «Accusations totalement mensongères et malhonnêtes», a souligné Ahmed Necati Bigali, dans une déclaration transmise à notre rédaction.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'ambassadeur de Turquie en Algérie a fait part de son étonnement de lire «les propos irresponsables de M. Seddik Chihab», avant de noter que «les allégations de M. Chihab sont totalement fausses et imaginaires».

Le diplomate turc ne s'est pas limité à opposer un démenti aux allégations du responsable du RND. Il a évoqué la visite en janvier dernier du chef du MSP, Aboudjerra Soltani, en Turquie et son entrevue avec le Premier ministre turc et chef du

parti AKP, Recep Tayyip Erdogan. «Tout d'abord, je voudrais signaler que M. Soltani, président du MSP, s'est entretenu, au début du mois de janvier 2012 en Turquie, avec S.E.M. Recep Tayyip Erdogan, président de l'AK Parti, à la demande du leader du MSP.

Il n'y a aucune ambiguïté à ce que le leader de l'AK Parti reçoive le responsable d'un parti algérien, légal, reconnu et qui plus est fait partie de la coalition depuis longtemps. La Turquie est un pays sérieux et respectueux du droit et des

usages internationaux, et qui n'a pas pour habitude de distribuer des dollars aux étrangers pour faire la promotion du modèle turc.

En effet, la Turquie n'a jamais réclamé d'être un modèle pour les autres pays», a souligné Ahmet Necati Bigali, poursuivant : «M. Chihab a porté des accusations totalement mensongères et malhonnêtes, et avant de faire une déclaration aussi irresponsable et qui ne sied pas à un politicien sérieux, j'invite ce dernier à faire plus de recherches sur cette question avant d'avancer ce genre de propos.»

Rappelons que Seddik Chihab a, animant mardi dernier un meeting électoral, à l'occasion de la célébration du quinzième anniversaire de la création du RND, accusé ouvertement les partis isla-

mistes de percevoir des financements de la Turquie et du Qatar. «Ils se rendent en Turquie et au Qatar qui leur donnent quelques dollars et reviennent faire la promotion du modèle turc», a-t-il soutenu. Mais c'est, à vrai dire, Ahmed Ouyahia qui a, avant Seddik Chihab, ouvert le front avec la Turquie.

Lors d'une conférence de presse animée à l'issue du dernier conseil national du parti, il a en effet invité la Turquie d'Erdogan à cesser de faire de la colonisation française en Algérie un fonds de commerce. «Personne n'a le droit de faire du sang des Algériens un fonds de commerce», a-t-il alors soutenu.

Notons qu'aucun parti islamiste n'a pour l'heure réagi aux accusations de Seddik Chihab.

S. A. I.